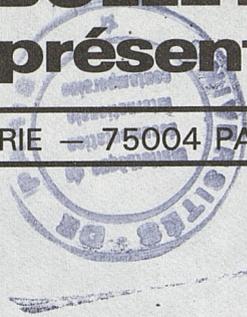




BULLETIN de PRESSE

représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184



CETRAL

14 Avril 1982, n° 24

RESOLUTION DE LA TROISIEME CONFERENCE POUR LA PAIX ET LA SOUVERAINETE EN AMERIQUE CENTRALE , MEXIQUE ET LES CARAIBES.

San Jose, le 6 Avril 1982- La troisieme conférence pour la paix et la souveraineté en Amérique Centrale, Mexique et les Caraïbes a demandé la cessation immédiate du blocus et des autres activités agressives de Washington contre Cuba.

La conférence a exigé aussi que cessent les manoeuvres militaires nord-américaines près des côtes cubaines ainsi que soit restituée au territoire cubain la base navale de Guantanamo.

Sur le conflit salvadorien elle s'est accordée sur l'appui à la proposition de paix faite par le Président mexicain, José Lopez Portillo, ainsi que sur la pression à exercer sur les différents gouvernements pour que se matérialise la proposition de paix faite par le FDR et le FMLN par l'entremise du commandant nicaraguayen Daniel Ortega à l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre dernier.

C'est ainsi qu'elle a condamné l'appui que certains secteurs de l'armée hondurienne ont accordé aux ennemis de la Révolution Sandiniste.

Quant au Guatemala, les délégués de cette conférence ont reconnu l'Unité Révolutionnaire Nationale du Guatemala (UNRG) ainsi que le Comité Guatemaltèque d'Unité patriotique comme étant les représentants du peuple de cette nation et ont condamné le récent coup d'état comme étant une manoeuvre qui vise à masquer la nature répressive du système dictatorial de ce pays.

A été également condamnée la violation par les Etats-Unis des traités Torrijos-Carter, sur le canal de Panama.

En ce qui concerne Haïti, a été dénoncé le maintien d'un régime de présidence à vie caractérisé par l'emploi généralisé de la terreur, la corruption et la négation pour les citoyens de l'usage des droits les plus élémentaires, et a été exigé la liberté inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

Egalement, l'intention du gouvernement nord-américain d'installer des bases militaires en territoire haïtien, particulièrement dans l'île de la Tortue et le port de Saint Nicolas a fait l'objet d'une mise en garde.

POUR UNE SOLUTION POLITIQUE AU SALVADOR

La Ligue internationale et la Ligue italienne pour le droit des peuples a organisé un séminaire sur la situation actuelle au Salvador, avec pour thème, la contribution que l'Italie pourrait apporter en vue d'une solution politique au conflit salvadorien.

Tous les participants se sont accordés pour qualifier de plus dramatique, la situation au Salvador après les élections.

De même, est apparue comme une exigence la nécessité que l'Italie joue un rôle actif pour trouver une solution pacifique au conflit salvadorien en appuyant la proposition de paix du président L. Portillo.

4e P. 11798

*. Achilli (P.S.I.) a reconnu la division qui existe au sein du gouvernement italien sur la situation salvadorienne et il a demandé que soient entreprises des démarches au niveau de la CEE, ainsi qu'avec les Etats-Unis.

*Puletti a rappelé la position de l'I. S. sur la situation salvadorienne, tandis que Gravelli de la D.C. a critiqué son Parti et son secrétaire Piccoli et a exigé une action politique et économique conjointe de la CEE pour que les conditions exigées par les Etats-Unis ne puissent pas se relâcher.

*Giancarlo Pajetta (PCI) a qualifié d'"erreur de la D.C. au Salvador le fait d'avoir préféré réaliser des élections dans un contexte favorable à l'extrême-droite".

*. Le Dr. Ungo a souligné l'extrême gravité de la situation actuelle: "Duarte a voulu des élections mais c'est l'extrême droite qui les a gagnées et elle ne veut pas négocier, son objectif et sa solution étant la victoire militaire sur l'opposition".
"La D.C. doit choisir entre le fascisme et les forces démocratiques et progressistes".

Le Dr. Ungo a conclu en signalant l'importance de la solidarité internationale: "La gauche est unie et lutte pour trouver une solution négociée ouverte à toutes les forces qui croient en la démocratie et de ce point de vue, l'Europe a un rôle décisif à jouer".

"... BATTRE LE FASCISME AVANT QU'IL NE SE CONSOLIDE"

(Entrevue de Radio Venceremos à Ruben Zamora)

"Les élections du dimanche dernier ne sont rien d'autre que la légalisation du fascisme au Salvador", a déclaré ce matin Ruben Zamora dans une interview accordé à Radio Venceremos.

Ruben Zamora, membre de la Commission Politico-Diplomatique du FMLN-FDR, a déclaré que le résultat de telles élections "a créé des problèmes internes au président Reagan car il supposait que la DC se maintiendrait au pouvoir et maintenant l'alliance des partis de droite menace de les marginaliser".

Il a poursuivi en disant que l'alliance de la droite "n'est pas autre chose que l'accès au pouvoir du fascisme et sa légalisation ouverte signifie, torture, assassinat en masse, destruction de la classe ouvrière et des ses conquêtes, retrocession totale de toute forme de réforme et soumission aux intérêts les plus voraces des exportateurs". En conclusion de son interview, il a envoyé un message aux salvadoriens, en disant que "nous nous trouvons à un moment critique dans lequel le peuple et ses organisations doivent être conscientes de la nécessité de battre le fascisme avant qu'il ne se consolide et seule l'action décidée et concertée des forces démocratiques du peuple nous permettront de le faire pour présenter l'alternative d'un gouvernement avec la pleine participation des organisations démocratiques du peuple.

Par ailleurs, l'Agence Indépendante de Presse (AIP) a informé que le chef du Régime militaire démocratique actuel, Jose Napoleon Duarte, maintient son refus d'accepter d'être mis en marge des fonctions gouvernementales.

Cette attitude de Duarte a empêché jusqu'à maintenant d'adopter un accord entre les partis de droite pour ajourner jusqu'au premier Mai prochain la formation d'un nouveau gouvernement.

Les négociations de la coalition se réalisent avec la participation de l'Ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, Deane Hinton, qui tente au nom de son gouvernement selon certaines sources que l'Assemblée

Constituante désigne un président provisoire non lié ouvertement au groupe d'extrême droite Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA) qui dirige l'ex-major Roberto D'Abuissou.

L'AIP, dit que le dirigeant du Part Action Democratique, René Fortin Magana, lié a des familles productrices de café de l'ouest du Salvador, se presente comme un président provisoire eventuel.

Selon des sources consultées par cette agence, Hinton a averti D'Abuissou et d'autres dirigeants de droite que pour garantir la continuation de l'aide militaire nord-américaine au Salvador, il faut un gouvernement aux caractéristiques de Fortin.

Pour sa part, le représentant européen du FMLN-FDR, Luis de Sebastian, a déclaré que: "C'est à Duarte que revient "l'honneur" d'avoir conduit les Escadrons de la Mort fascistes à l'Assemblée Constituante, de telle sorte que l'extrême-droite reçoive la charge de faire la nouvelle constitution".

40 BERETS VERTS NORD-AMERICAINS AU SALVADOR

L'Agence de presse "Salpress" a diffusé des déclarations de l'ex-agent de l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA), Scott Barnet, qui a révélé qu'au moins 40 berets verts nord-américains combattent au Salvador contre la guérilla.

M. Scott Barnet a été interviewé à Washington par l'agence salvadorienne et il a indiqué aussi qu'au Salvador il existe des bases militaires secrètes, dont la situation n'est connue que des hauts officiers du pays et par la CIA, organisme qui, a-t-il dit, envoie au régime militaire demochrétien des tonnes d'armes sans autorisation du Congrès. L'ex-agent a assuré qu'au cours des deux derniers mois, la CIA a envoyé chaque deux semaines depuis Los Angeles, Californie, des chargements d'armes au Salvador sur des vols commerciaux de la ligne aérienne costaricienne "Lacsa".

Selon la dépêche de Salpress, Barnet âgé de 28 ans a participé comme beret vert à la guerre d'agression nord-américaine contre le Vietnam en 1973 et a ensuite réalisé des taches d'intelligence au service de la CIA au Laos.

Barnet a affirmé que les 40 berets verts qui sont au Salvador fonctionnent comme conseillers et combattants.

Dans le langage de la CIA, ce sont des mercenaires, s'ils meurent au combat, personne n'est responsable d'eux, étant donné qu'apparemment, les fonctionnaires du département d'Etat ne connaissent pas leur existence, a affirmé l'ex-agent de la CIA.

LE "NEW YORK TIMES" CRITIQUE LA POLITIQUE NORD-AMERICAINE AU SALVADOR

Le "New York Times" du 6 Avril affirme que l'échec de la politique des Etats-Unis en Amérique Centrale est de plus en plus évident au Salvador. La politique appliquée dans cette région n'est autre que celle du "gros baton" qui fait des nord-américains un symbole de la répression, odieux.

"Les efforts réalisés par le président Ronald Reagan pour faire l'éloge des récentes élections au Salvador, n'ont servi qu'à renforcer les positions fascistes du major d'Abuissou.

"Aux yeux des habitants d'Amérique Centrale et du monde entier, les élections étaient étroitement liés aux militaires de droite".

Le journal rappelle la participation de Washington, en 1954, au coup d'Etat de Jacobo Arbenz au Guatemala et ajoute que, dans ce pays, aussi, les Etats-Unis ont une politique interventionniste.

Le journal exhorte le gouvernement de Reagan à en tirer des conclusions sur "les leçons de l'Histoire" en Amérique Centrale et à contribuer à une solution des problèmes en Amérique Centrale par les négociations. Pour sa part, au Mexique, le quotidien "El Dia" a publié des détails à propos des manoeuvres militaires réalisées par les Etats-Unis à proximité de Mexique.

Selon une source militaire, vont décoller, chaque matin, de la ville El Paso, 14 avions des forces aériennes des Etats-Unis. Ces avions vont lancer des bombes de 750 tonnes dans les déserts d'Utah et de Californie.

Le point de départ pour les forces aériennes et de l'armée nord-américaine se trouvent à la base militaire de Fort Bliss et Fort Biggsiel, (deux de plus importantes bases militaires nord-américaines). Dans les manoeuvres militaires vont participer 25.000 soldats et des bombardiers stratégiques B-52, a indiqué le journal "El Dia".

AUGMENTATION DES EFFECTIFS NORD-AMERICAINS AU PANAMA

Le Comité panaméen par l'intermédiaire de son président, M. Carlos Perez Herrera, a dit que une des faits qui doit préoccuper et alarmer le plus les panaméens est la notable augmentation de soldats nord-américains dans ce pays.

Les effectifs nord-américains ont augmenté si bien que déjà les bases militaires ne suffisent plus pour les accueillir et il est possible de voir des groupes de pilotes de combat et des officiers en uniforme dans les différents hôtels de la ville de Panama, a signalé Perez Herrera.

L'utilisation du territoire panaméen pour des manoeuvres agressives a été condamnée par les autorités civiles et militaires et partout le pays parce qu'elles constituent une violation des traités Torrijos-Carter qui établissent la neutralité du Canal trans-océanique.

DECLARATIONS DE LA FELAP (Fédération latino-américaine de journalistes)

La Fédération latinoaméricaine de journalistes (FELAP) a appelé tous ses membres à appuyer le principe préconisé par l'ONU en faveur de négociations politiques pour résoudre les problèmes existants en Amérique Centrale.

Dans un communiqué publié à Mexico, la FELAP a condamné le veto des Etats-Unis à cette position des Nations Unies et a salué le plan de paix pour l'Amérique Centrale et les Caraïbes proposé à Managua par le président mexicain José Lopez Portillo.

A CUBA: MM. FIDEL CASTRO ET GEORGES MARCHAIS SIGNENT UNE DECLARATION COMMUNE CONDAMNANT LA POLITIQUE DE WASHINGTON EN AMERIQUE CENTRALE.

La déclaration précise que: "Ce n'est pas la prétendue intervention de Cuba, ni aucune ténébreuse action subversive internationale qui est à l'origine de la lutte héroïque en Amérique Centrale. Les racines de cette rébellion se trouvent dans les systèmes impitoyables d'exploitation et d'oppression, dans la brutalité des régimes imposés par l'impérialisme nord-américain dans ces pays, dans son mépris affiché à l'égard des droits élémentaires de l'homme".

Le document, qui qualifie de "contributions positives pour le rétablissement de la paix, de la justice et de la liberté en Amérique Centrale", la déclaration franco-mexicaine et les propositions de paix formulées par le Mexique et le Nicaragua, rappelle que "Cuba, à plusieurs reprises, a proclamé sa volonté de contribuer à une solution politique du conflit" dans cette région.

NICARAGUA: DECLARATIONS DE D. ORTEGA

Le commandant D. Ortega a réaffirmé que le Nicaragua était disposé à discuter avec les Etats Unis et le Honduras de solutions pacifiques aux problèmes de la région, fondées sur les propositions du président mexicain J. Lopez Portillo.

Ortega a déclaré que son pays était prêt à faire les pas nécessaires pour entamer des négociations " sans bruits, sans menaces et sans conditions". Il a rappelé que la juste cause des peuples d'Amérique Centrale dispose du soutien international et que chaque jour davantage les puissances dominatrices accoissent leurs isolement dans leur cauchemar hégémonique.

"Nous considérons avec plaisir et sympathie et appuyons les initiatives en faveur de la détente menées par Panama, et qui proposent des rencontres à haut niveau entre les dirigeants de cette région afin de contribuer à la réalisation de cet objectif".

Il a indiqué qu'il était nécessaire de résister et s'opposer aux manœuvres visant à " nous diviser, à créer une hostilité entre nos peuples et nos gouvernements, à transformer des territoires frontaliers en foyers de conflits artificiels, en source d'hostilité, voir en bases d'agression".

"Cette politique de Washington, a-t-il ajouté, est responsable de la tension artificielle créée à la frontière avec le Honduras et tente de nous mener à la même situation à la frontière avec le Costa Rica".

A PROPOS DU PLAN DE PAIX DE LOPEZ PORTILLO

Le Plan de Paix pour l'Amérique Centrale et des Caraïbes du Président mexicain Lopez Portillo sera le thème central de la réunion qui se tiendra au début du mois de Mai prochain, entre les délégations parlementaires du Mexique et des Etats Unis.

Les parlementaires mexicains " lutteront pour que leurs collègues américains appuient les propositions de Lopez Portillo pour pacifier la région" a déclaré le leader du Sénat, Joaquin Gamboa Pacos, qui conduira la délégation parlementaire mexicaine.

Les principes de non-intervention et d'autodétermination doivent demeurer intacts afin que ne se justifie aucune type d'intervention étrangère en Amérique Centrale" a souligné Gamboa Pacos.

SOLIDARITE

Les 600 délégués au Premier Congrès National de la Fédération CGT des Personnels actifs et retraités des Services Publics, réunis à Lyon les 9 et 10 mars 1982, au nom des 105.000 adhérents, unanimes, exigent:

- la libération des prisonniers politiques et syndicaux au Salvador.
- la suppression du décret 507 qui légalise l'utilisation de la torture pour extorquer des aveux.

- le respect des libertés syndicales et la suppression des décrets 44 (sur la militarisation des entreprises), 366 (qui enlève la personnalité juridique aux syndicats de l'Electricité), 544 (qui gèle les salaires et les prestations sociales) et également le décret 296 qui interdit tout droit d'organisation syndicale aux employés du Secteur Public et des municipalités.

LE CONGRES INVITE les organisations adhérents à la Fédération à poursuivre l'envoi de télégrammes et pétitions allant dans ce sens aux organisations internationales: O.I.T., B.I.T.; O.N.U.... et demandant l'envoi de délégations syndicales, juridiques, humanitaires au Salvador,

LE CONGRES INVITE à la poursuite et au renforcement de la solidarité financière au Peuple salvadorien et à la résistance syndicale salvadorienne.

JEUNE POUR LA PAIX AU SALVADOR

Suite à l'appel du 24 mars 1982 pour une action de prière et de jeûne suscitée par Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix 1980, de nombreux groupes de jeûneurs se sont formés à travers le monde dans 18 pays.

AUX ETATS UNIS: le groupe international à Washington et 9 autres groupes dont Chicago, San Francisco, New York.

EN EUROPE, l'Autriche offre un large soutien avec ses 450 jeûneurs répartis en 20 villes. ONt également répondu l'Espagne, L'Italie, Le Danemark, La Suede, La Norvege, Suisse, Allemagne, Hollande (20 villes); Parmi les jeûners européens, on compte plusieurs personnalités, la Princesse Irène de Hollande, un ancien ministre hollandais, de nombreux religieux.

EN AMERIQUE LATINE: En Argentine, au Ch- , AU Paraguay, au Brés_l, en Uruguay, en Panama, des groupes font écho sous différentes formes, dont le jeûne public, à cette action internationale malgré le contexte politique.

EN FRANCE un jeûne public de soutien a eu lieu à Montpellier, pendant la semaine du 4 au 11 avr_l à la Maison pour Tous.

L' appel de Perez Esquivel a été entendu et reste actuel: "la communauté internationale doit fermement condamner une invasion éventuelle des Etats Unis au Salvador et dans le reste de la région. Le droit à la autodetermination de chaque peuple d'Amérique Centrale doit être respecté".

ARRETER LA MASACRE DES PEUPLES D'AMERIQUE CENTRALE

Le Congrès Eucaristique des pays Bolivariens s'est réuni pour demander la Paix en A.Centrale. A ce Congrès participent des délégations de la Bolivie, le Perou, Le Equateur, la Colombie, le Panama, le Venezuela; le Mexique et le Brésil.

Marcos Gregorio Macgrat, représentant de l'Eglise Panameenne, a lu une Charte pastorale au début de la rencontre, dans le quel il a fait un appel à "arrêter la massacre" des peuples d'Amérique Centrale.

Ce sont les pauvres d'Amérique Centrale, les principales victimes d'une violence qui est née de l'injustice, a fait remarquer l'Archeveque Macgrath.

Il a demandé le soutien general de tous les chrétiens aux efforts pour le dialogue, la négociation et la Paix en Amérique Centrale.

"Tous les chrétiens seront des complices de la répression et de la violence en Amérique Centrale, si nous ne soutenons pas les efforts de Paix", a affirmé Macgrath.

Les déclarations de l'archeveque expriment, massivement, l'opinion des catholiques panameens, qui ont été consultés par des assemblées paroissiales et de Diocèse, qui ont eu lieu par tout dans le pays.

Le congrès a réuni des Archeveques, des théologiens et des représentants des communautés chrétiennes.

Opilio Rossi représentait le Pape Jean Paul II, à ce congrès.

SITUATION MILITAIRE

Rapport de l'AIP: Selon un rapport de l'AIP, Le Front Farabundo Marti pour la Liberation Nationale, (FMLN), a fait plus de 200 morts, en combat, à l'armée de la junte militaire démocrate-chrétienne, entre le 23 et le 31 Mars.

Le FMLN a réalisé pendant ces jours, 60 sabotages et 105 actions armées dans tout le pays.

Plus de 80 fusils automatiques, principalement G3 et M16, un canon de 90 millimetres, calibre 30, une M60, deux lance grenades, trois équipements de Radio Communication et une grande quantité de matériel de guerre a été récupéré par les révolutionnaires, a signalé l'AIP.

Les actions réalisées, dans tout le pays, ajoute le rapport " mettent en évidence la capacité à laquelle est arrivée le FMLN, face à un ennemi dirigé par des experts militaires nord-américains".

Les EEUU ont reconnu l'envoi massif de conseillers nord-américains au Salvador, ainsi que l'entraînement des soldats de la junte militaire Démocrate-chrétienne en Californie.

Au moins 13 unités du bataillon des blindés de San Salvador ont été détruites, pendant les neuf jours de forts combats. L'AIP a indiqué, que dans le front Oriental "Francisco Sanchez", qui comprend les départements de Morazan, San Miguel, Usulután, et l'Union ont été réalisés 4 sabotages et 19 actions armées. Le FMLN a occupé pendant 7 jours, le département d'Usulután, situé à 112 Kmtrs au sud-est de San Salvador et a contrôlé les voies de communication des villes de Meanguera, Puerto Parada, Villa el Triunfo et un important parcours de la route du littoral, deuxième en importance dans le pays. L'Armée de la junte salvadorienne a compté plus de 70 morts et plus de 19 soldats ont été capturés par le FMLN. Dans le front central "Modesto Ramirez", qui comprend les départements de San Salvador, Chalatenango, Cuscatlán, et la Libertad, ont été enregistrés 42 sabotages. L'AIP a signalé, que pendant cette période, ont eu lieu 44 actions armées et l'occupation des villes de Santa Lucia, Amatepec, Apopa, Ciudad Credisa, San Antonio Abad, Santa Clara, San Jacinto, Cuscatancingo, San Ramon; Mejicanos et Ayutuxtepeque. Le FMLN a récupéré dans cette région 12 fusils, fait 89 morts à l'armée de la junte, endommagé un hélicoptère et détruit 13 blindés. Quatre sabotages et 22 combats se sont enregistrés dans le front para-central "Anastasio Aquino", qui comprend les départements de Cabanas, San Vicente et La Paz. Dans le front occidental "Feliciano Ama", l'armée de la junte a perdu 12 soldats et ont été enregistrés 20 actions armées ainsi que 7 sabotages, dans les départements de Santa Ana, Ahuachapán et Sonsonate. Toutes les actions militaires, a déclaré le FMLN, se sont déroulées en accord aux plans qu'on avait prévus et à un moment où le régime souffre d'une grave crise politique.

Pour sa part, le ministre de la Défense d'El Salvador, le général José Guillermo Garcia, a demandé une augmentation de l'aide nord-américaine au régime de ce pays. Le ministre de la Défense a fait la demande à une délégation de huit parlementaires nord-américains, présidée par le démocrate Jim Wright, en visite officielle au Salvador. Garcia a discuté avec la délégation pendant 2 heures, avant d'informer la presse de la possible augmentation de l'aide militaire des EU. Il a ajouté, que les forces armées ont besoin d'une assistance nord-américaine pour les communications, le transport aérien et terrestre ainsi que de l'armement pour le plan anti-guerrilla de cinq années de durée.

En 1981, les militaires salvadoriens, affirment qu'avant les élections du 28 mars dernier, la guerrilla serait "anéantie".

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN FINANCIER

Aidez-nous à payer les dépenses de notre Bulletin de Presse (Papier et timbres) afin d'assurer la continuité de notre travail d'information.

Libellez vos chèques au nom du F.D.R. et envoyez les à Mr. Armijo

81-83 rue de la Verrerie,

75004 PARIS